

1.1 PIB, croissance et déficit public

En 2018, le produit intérieur brut (PIB) croît de 1,7 % **en volume**, soit un rythme inférieur à celui de 2017 (+ 2,3 %) mais supérieur à celui de 2016 (+ 1,1 %) (*figure 1*).

La consommation contribue moins à la croissance en 2018 (+ 0,7 point) qu'en 2017 (+ 1,1 point). Il en est de même pour l'investissement des entreprises (+ 0,5 point après + 0,6 point) et celui des ménages (+ 0,1 point après + 0,3 point). À l'inverse, la contribution du commerce extérieur est en hausse (+ 0,7 point après - 0,1 point).

Les dépenses de consommation des ménages décélèrent nettement en volume en 2018 (+ 0,9 % en euros constants après + 1,4 % en 2017) (*figure 2*). Les dépenses alimentaires diminuent (- 1,3 % après + 0,2 %), comme celles en énergie et carburants (- 0,9 % après - 0,8 %). Les achats de biens fabriqués ralentissent (+ 0,8 % après + 2,6 %) : les dépenses en matériels de transport (principalement automobiles) sont moins dynamiques (+ 2,2 % après + 5,6 %), tandis que celles en « autres biens manufacturés » se contractent (- 0,3 % après + 1,3 %), notamment en textile et habillement. Les dépenses en services décélèrent également (+ 1,9 % après + 2,3 %), notamment dans le commerce (+ 3,9 % après + 5,5 %), l'hébergement et la restauration (+ 4,3 % après + 5,2 %) et surtout dans les services de transport (+ 0,8 % après + 3,0 %) en raison des grèves du printemps dans les transports ferroviaires.

L'investissement de l'ensemble des agents économiques décélère nettement en 2018 (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017). Il ralentit pour les ménages (+ 2,0 % après + 6,6 %), du fait du moindre dynamisme des achats de logements neufs. En revanche, l'investissement public accélère (+ 2,4 % après + 0,3 %), porté par l'investissement en construction des collectivités locales. L'investissement des entreprises non financières décélère (+ 3,8 % après + 4,7 %), pour les achats de biens manufacturés (+ 2,0 % après + 2,7 %) comme pour les dépenses en construction (+ 3,5 % après + 4,4 %) ; il reste vigoureux dans

l'information et la communication (+ 7,8 % après + 10,4 %), ainsi que dans les services aux entreprises (+ 2,9 % après + 2,4 %).

En 2018, les exportations en volume ralentissent (+ 3,5 % après + 3,9 %), mais de façon beaucoup moins marquée que les importations (+ 1,2 % après + 3,9 %). De ce fait, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance de l'activité, à hauteur de + 0,7 point de PIB. Les exportations ralentissent pour les produits manufacturés (+ 3,6 % après + 4,7 %), à l'exception des matériels de transport (+ 5,4 % après + 4,3 %). Les importations décélèrent fortement pour les biens d'équipement (+ 3,3 % après + 5,7 %) et les matériels de transport (+ 3,4 % après + 8,0 %). Elles baissent fortement en volume pour les produits énergétiques (- 4,0 % après + 4,0 %), mais augmentent en valeur en raison de la hausse des prix du pétrole. Enfin, les importations de services reculent nettement (- 2,1 % après + 1,2 %), tirées à la baisse par les services aux entreprises.

En 2018, le déficit public au sens de Maastricht s'établit à 59,5 milliards d'euros soit 2,5 % du PIB, en amélioration de 4,1 milliards d'euros par rapport à l'année 2017 (2,8 % du PIB) (*figure 3*). La part des recettes publiques dans le PIB recule de 0,1 point après + 0,6 point en 2017, tandis que celle des dépenses publiques diminue à nouveau de 0,4 point après - 0,2 point. Le déficit des administrations publiques centrales se dégrade de 2,1 milliards d'euros : le déficit de l'État se dégrade de 3,8 milliards d'euros, sous l'effet d'une forte décélération des recettes, et le déficit des organismes divers d'administration centrale s'améliore de 1,7 milliard d'euros. L'excédent des administrations publiques locales atteint + 2,3 milliards d'euros, les recettes étant plus dynamiques que les dépenses malgré un investissement soutenu. L'excédent des administrations de sécurité sociale augmente de 5,5 milliards d'euros pour atteindre + 10,8 milliards d'euros, notamment en raison du dynamisme des recettes. Le poids de la dette publique dans le PIB est stable à 98,4 % (2 315,3 milliards d'euros). ■

Définitions

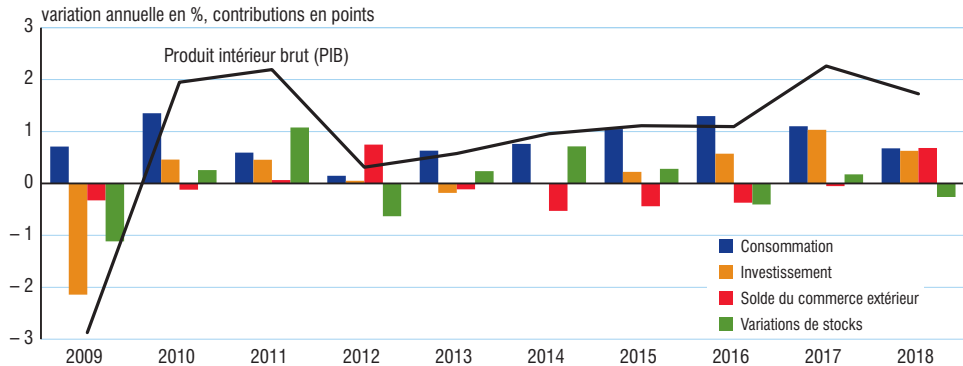
Évolutions en volume : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2018. Le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.
- « Les comptes des administrations publiques en 2018. Le déficit public poursuit sa baisse et s'établit à 2,5 % du PIB », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.

PIB, croissance et déficit public 1.1

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Lecture : en 2018, la consommation contribue pour + 0,7 point à la croissance du PIB.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2. PIB et opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			Évolution des prix par rapport à 2017 (en %)	2018	
	2016	2017	2018		Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en points de %)
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	2,3	1,7	0,8	2 353,1	1,7
Importations	2,9	3,9	1,2	2,0	755,6	0,4
Ensemble des emplois finals	1,5	2,7	1,6	1,1	3 108,7	2,1
Consommation effective des ménages	1,8	1,4	0,9	1,2	1 628,8	0,6
<i>dont : dépenses de consommation :</i>						
<i>des ménages¹</i>	1,8	1,4	0,9	1,5	1 219,8	0,5
<i>individualisable des administrations publiques¹</i>	1,9	1,6	0,8	0,5	360,3	0,1
Consommation collective des administrations publiques	0,4	1,1	0,9	0,6	190,6	0,1
Investissement	2,7	4,7	2,8	1,4	537,9	0,6
<i>dont : entreprises non financières</i>	2,9	4,7	3,8	1,1	303,5	0,5
<i>ménages</i>	2,8	6,6	2,0	1,9	126,4	0,1
<i>administrations publiques</i>	0,0	0,3	2,4	1,8	79,9	0,1
Variations de stocks (en contribution au PIB) ²	-0,4	0,2	-0,3	///	14,0	-0,3
Exportations	1,8	3,9	3,5	0,8	737,4	1,1

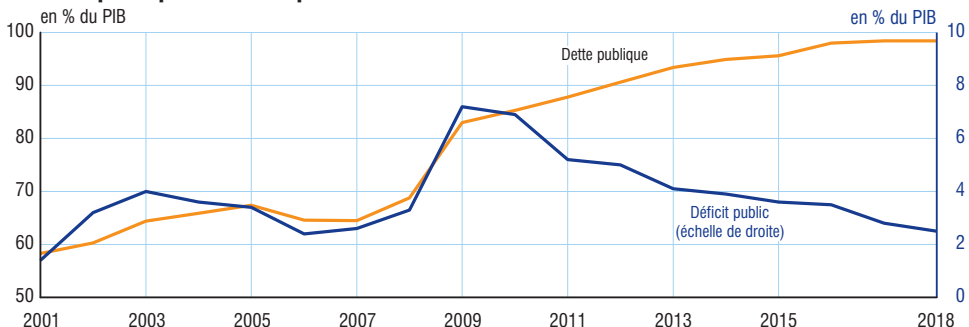
/// : absence de résultat due à la nature des choses.

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple). 2. Y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Lecture : en 2018, l'investissement contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance du PIB.

Champ : France. Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.